



Benoît Hamon : " En Europe, il faut mettre l'austérité en minorité "

Le candidat socialiste appelle à la création d'une Assemblée de la zone euro qui serait l'émanation des Assemblées nationales

Rebondir par l'Europe... Benoît Hamon livre en exclusivité au *Monde* son projet d'un nouveau traité budgétaire européen. Pour sortir de la crise de l'Union, le candidat socialiste propose la mise en place d'une Assemblée démocratique de la zone euro. Il détaille également le contour exact de sa proposition phare d'un revenu universel d'existence, et revient sur la situation politique. Jeudi, il devait rencontrer le premier ministre, Bernard Cazeneuve.

Vous proposez un nouveau traité budgétaire européen, avec pour principale innovation la création d'une Assemblée parlementaire de la zone euro, censée permettre une réorientation de l'Europe. Comment comptez-vous vous y prendre ?

L'Europe aujourd'hui ne marche pas. Elle ne parvient pas à neutraliser les outrages de la mondialisation. Elle se livre à une forme de fuite en avant, considérant que la prospérité en Europe ne peut nécessairement passer que par l'austérité à l'intérieur de l'Union et par le libre-échange absolu sur tous les sujets à l'extérieur. Cette vision de l'Europe est en train de fabriquer sa perte. Partout sur le continent, on constate la montée des nationalismes et des extrêmes droites, qui ne peuvent nous mener qu'au pire.

Face à un tel défi, la solution ne peut pas être le repli dans l'âge canonique des Etats-nations, tel que le propose Marine Le Pen, qui prépare à terme la désagrégation de l'Europe et de la France, ni le maintien dans l'épuration actuelle du projet européen et de ses institutions. Si l'austérité s'est imposée comme la marque de fabrique de l'Union européenne, c'est d'abord parce qu'il n'y a pas assez de démocratie en Europe. La confiscation des décisions fondamentales par la " troïka ", organisée autour de l'Eurogroupe, de la Banque centrale européenne et de la Commission européenne, est la conséquence d'un vrai déficit démocratique en Europe.

Comment casser cette logique ?

Je propose aux Etats membres de la zone euro un traité budgétaire qui prévoit la mise en place d'une Assemblée démocratique représentative, qui serait principalement l'émanation des Parlements nationaux. On ne peut pas en rester à la situation actuelle, où la réunion des ministres des finances de la zone euro et ses décisions échappent au contrôle des traités, des Parlements et des citoyens. Cette nouvelle Assemblée aurait pour mission de débattre publiquement et de décider du budget de la zone euro, mais aussi des politiques d'harmonisation fiscale et sociale, des cibles à adopter dans la réduction des déficits, etc. Elle fixerait par exemple le taux minimum de l'impôt sur les sociétés en Europe.

En quoi cela changerait-il le rapport de force politique actuel en Europe ?

Si l'on projette ce Parlement sur la base des Parlements nationaux actuels, il pencherait plutôt à gauche. Avec l'économiste Thomas Piketty, qui a travaillé sur ce projet de traité, nous imaginons une Assemblée composée au maximum de 400 membres, principalement des députés, désignés selon le poids démographique et économique de chaque pays membre, et complétée de représentants du Parlement européen. Cette Assemblée serait donc équilibrée et, surtout, elle serait l'incarnation de la démocratie directe, puisqu'elle serait en lien avec les Parlements nationaux qui votent les lois de finance.

Face aux discours qui réclament moins d'Europe, vous répondez donc en proposant plus d'Europe ?

Oui, car si on arrête de pédaler, on tombe du vélo. Je considère que la clé européenne est démocratique : si on redonne une transparence et une légitimité aux choix faits par les institutions européennes, les citoyens auront le sentiment d'être mieux entendus et l'Europe sera mieux comprise. Mon objectif avec cette Assemblée démocratique est de mettre l'austérité en minorité.

Mais tout cela prendra du temps...

C'est pour cela qu'il vaut mieux commencer tôt à en débattre. J'ai transmis mon projet ce jeudi au président de la Commission européenne, au commissaire européen à l'économie, Pierre Moscovici, aux chefs d'Etat européens et aux principaux partis politiques de gauche, et à la presse européenne.

Jusqu'à présent, la stabilisation financière et la confiance des marchés ont toujours primé sur la croissance, l'emploi et la confiance dans le projet européen. Cela ne peut pas continuer. Car le lien est évident entre ces politiques et le rejet de l'Europe. Je veux faire primer la transparence démocratique et la légitimité parlementaire. En attendant ce changement majeur, j'ai prévu une feuille de route de sortie de crise qui permet d'agir dans le cadre actuel, notamment pour réduire la pression de la règle des 3 %, par exemple en déduisant les dépenses de défense et d'accueil des migrants du calcul des déficits.

Mais mon projet est couplé à deux autres questions fondamentales : l'énergie et la défense. Je propose parallèlement un traité de transition énergétique à l'échelle européenne, pour mettre en place un plan d'investissements de 1 000 milliards d'euros. L'actuel plan Juncker n'est que trop partiellement utilisé pour les questions écologiques, et il ne finance que des projets immédiatement rentables, quand les énergies renouvelables demandent du temps.

L'autre pilier est la défense européenne. Le président de la République l'a évoquée au sommet de Versailles. C'est un impératif fondamental, étant donné que les Etats-Unis se désengagent manifestement de l'Europe pour se tourner vers l'Asie, et compte tenu de l'instabilité créée par la présidence Trump et les positions que le nouveau président américain pourrait prendre vis-à-vis de la Russie. Tout cela exige qu'on resserre les rangs européens. Moins d'Amérique appelle plus d'Europe. La force de la France en matière de défense est qu'elle dispose d'un outil complet : la

dissuasion nucléaire, les forces conventionnelles terrestres, navales et aériennes, plus la capacité de projection de ses forces sur des théâtres extérieurs.

Que pensez-vous de l'Europe à la carte proposée par François Hollande ?

Je suis d'accord avec l'idée selon laquelle on ne peut plus être tributaire de la feuille de route d'Etats européens qui n'ont que le désir d'un marché commun européen, mais pas d'une ambition politique et démocratique commune. L'Europe à deux vitesses existe déjà, cela s'appelle la zone euro. C'est la raison pour laquelle je pense qu'il faut maintenant accélérer.

Comment convaincre l'Allemagne, qui risque d'être opposée à votre projet ? On imagine également que d'autres pays, comme ceux d'Europe de l'Est ou le Luxembourg, ne seront pas non plus très enthousiastes...

C'est vrai, une grande partie de la clé de ce futur débat est à Berlin. Mais l'Allemagne n'est pas un bloc homogène. J'ai l'intention de rencontrer Martin Schulz à Berlin, fin mars, pour en discuter avec lui. Dans son pays, le candidat du SPD veut construire une future coalition avec une majorité de gauche plus disponible sur ces sujets. En 2012, il n'y avait pas encore la perception suffisamment mûre des dangers auxquels s'expose l'Union européenne. Mais depuis, il y a eu la crise grecque, le Brexit, la montée des nationalismes en Europe, la crise des migrants et la démonstration que l'Union est devenue une somme d'égoïsmes nationaux.

Tout cela modifie la perception de l'Allemagne. Les Allemands aussi veulent relancer le projet européen dans la zone euro. Il faut nous entendre désormais sur le " comment ? ". Une grande démocratie comme l'Allemagne ne peut pas refuser le débat démocratique que je propose, ce serait prendre une responsabilité immense vis-à-vis des échecs à venir. Je suis persuadé que l'Allemagne est prête à cette discussion.

Mais si la réponse est non, êtes-vous prêt à soumettre à un référendum la question du maintien de la France dans l'Union européenne ?

Cela ne se passera pas comme ça, on ne pourra pas dire non et on rentre à la maison. Quoi qu'il arrive, je reprendrai toujours mon bâton de pèlerin pour trouver des solutions. Il n'y aurait aucun bénéfice pour la France à sortir de l'Europe, mais y rester dans l'état actuel des institutions ne peut que nous préparer collectivement à un futur sinistre.

En quoi votre proposition vous différencie-t-elle de celles d'Emmanuel Macron et de Jean-Luc Mélenchon sur l'Europe ?

J'ai davantage confiance que Jean-Luc Mélenchon dans l'avenir du projet européen, je ne crois pas que cette belle histoire soit finie. Lui met la barre tellement haut que son plan B et la sortie de la France de l'Union apparaissent comme la seule hypothèse sérieuse. Moi aussi, je mets la barre très haut, mais elle est haute par l'ambition, pas par la menace. Je veux réussir à parler d'Europe sous une autre forme que celle d'un dangereux chiffon rouge qu'on agite dans tous les

sens.

Quant à Emmanuel Macron, il ne rompt pas avec la nature actuelle de la politique européenne. Il est dans la perpétuation de ce qui existe déjà et qui ne marche pas. Je ne vois pas en quoi les aménagements qu'il propose sont de nature à changer la réalité des politiques européennes et la perception que les populations en ont.

Par exemple, je souhaite qu'on hisse au niveau européen le niveau de protection français contre les perturbateurs endocriniens. C'est un domaine sur lequel il ne faudra surtout pas baisser la garde. Que dit Emmanuel Macron sur ce point ? De qui est-il le plus proche ? Des grands lobbies de l'industrie pétrochimique qui fabriquent du doute contre la réalité de ces dangers, ou de ceux qui veulent protéger les populations ? Il offre à ses puissants interlocuteurs ce qu'ils demandent, il aligne son agenda politique sur l'agenda de ces grands groupes.

Sur vos propositions économiques, comptez-vous faire évoluer votre revenu universel d'existence (RUE) en y accolant une augmentation des bas salaires ?

Le revenu universel est à la fois une mesure de pouvoir d'achat pour ceux qui travaillent, un dispositif de lutte contre la pauvreté et un moyen de maîtriser les transitions de plus en plus fréquentes dans les carrières professionnelles. J'ai toujours parlé d'un processus par étapes. La première automatisera le versement d'un RSA, dénommé désormais revenu universel, revalorisé à 600 euros pour tous les Français pauvres. Avec les économistes qui m'accompagnent, nous avons élaboré un scénario qui permet d'étendre le bénéfice du RUE à tous les travailleurs, quel que soit leur statut, salarié ou indépendant, dès le 1er janvier 2018.

Tout travailleur qui perçoit un salaire net jusqu'à 1,9 smic mensuel constatera une augmentation significative sur sa fiche de paie. Ainsi, une personne au smic qui perçoit 1 150 euros net mensuels gagnera désormais 1 350 euros, sans augmentation du salaire brut. Et plus largement une majorité de travailleurs, salariés ou non, et pas uniquement les bas salaires, ainsi que les jeunes de 18 à 25 ans, quel que soit leur statut, bénéficieront d'une autonomie nouvelle et d'un gain net de pouvoir d'achat, ce qui permettra de relancer l'économie.

Quel sera le coût de ce dispositif ?

Autour de 35 milliards d'euros, au bénéfice d'un soutien nécessaire au pouvoir d'achat, à la lutte contre la pauvreté et pour accompagner les mutations du travail. Et pour l'étape suivante, la généralisation du RUE à tous et son augmentation de 600 à 750 euros, comme je l'ai indiqué dès l'origine, c'est une conférence sociale qui préparera ces décisions, en s'appuyant sur les bénéfices constatés lors de la première étape et en fonction de la trajectoire des finances publiques.

Dans votre livre " Pour la génération qui vient " (Equateurs, 125 p., 9 €), vous vous inscrivez dans la lignée de l'Américain Bernie Sanders, de Podemos en Espagne ou d'Alexis Tsipras en Grèce, qui, soit ont échoué à conquérir le pouvoir, soit n'ont pas pu appliquer leur programme. Pourquoi échapperiez-vous à cette malédiction ?

La question, c'est le degré de maturité des peuples pour engager ces changements. Je constate que les projets dans lesquels nous nous reconnaissons progressent partout. Ce qui se passe en Allemagne est significatif : le fait que Martin Schulz puisse s'allier avec Die Linke, dont le SPD ne voulait pas entendre parler avant, montre une évolution. Les social-démocraties, quand elles gouvernent sur des bases très libérales, sont confrontées à l'impasse de leurs choix et perdent les élections. Dernière victime en date : Matteo Renzi en Italie. En France, le résultat de la primaire à gauche a fait écho à ce qui se passe en Europe. Les Français sont-ils mûrs pour faire confiance à cette gauche nouvelle ? Je le crois. Je le vois. La leçon de Tsipras, c'est qu'il faut constituer une alliance de tous les progressistes européens, c'est ce que je prépare.

Comment expliquez-vous alors -qu'Emmanuel Macron, qui s'inscrit dans une gauche plus libérale, fasse la course en tête dans les sondages ?

Il réunit une partie de la droite et de la gauche dans un projet qui ne propose pas de remettre en cause l'ordre des choses, la distribution des rôles dans la société. Il apparaît, en outre, aux yeux de beaucoup, comme un vote utile pour éviter Marine Le Pen. Mais je m'inscris en faux contre cette analyse : je pense au contraire que, partout en Europe, ce sont les politiques libérales et dérégulatrices qui font monter le FN. Non seulement le vote Macron est inefficace pour faire baisser le FN, mais je pense même qu'il peut être un accélérateur. Qui ne voit pas le parallèle avec le -face-à-face Clinton-Trump ? Il faut une ligne claire et un projet global et puissant pour battre le FN. Partout l'indifférenciation gauche-droite fabrique des courants nationalistes à vocation majoritaire. Je ne me résous pas à cette issue tragique pour la France.

Bertrand Delanoë a annoncé mercredi son ralliement à Emmanuel Macron. D'autres poids lourds du PS devraient le suivre...

J'y vois une forme de renoncement. Jusqu'ici, j'ai fait sans eux. Maintenant, ils décident d'être contre moi. Je trouve surtout curieux pour des sociaux-démocrates de rallier un projet qui est tout sauf social, et de faire une croix sur l'acte démocratique qu'a constitué le vote du peuple de gauche en ma faveur à la primaire. En même temps, je préfère me réjouir d'avoir le soutien de l'actuelle maire de Paris, Anne Hidalgo, ou de plusieurs maires de grandes villes, comme -celles de Rennes, Nantes ou Lille...

Ces socialistes tentés par Macron vous reprochent d'avoir davantage cherché - à rassembler les gauches que le centre de gravité du PS...

Mon rôle est de m'adresser à tout le monde ! Je dois convaincre à la fois les électeurs de Jean-Luc Mélenchon et les électeurs de gauche tentés par Emmanuel Macron. Ma centralité à gauche me met en situation de le faire. En fait, cette critique est un prétexte pour justifier de remettre en cause le serment de la primaire, c'est-à-dire de soutenir celui que les électeurs ont choisi. Et ils l'ont fait sur un projet. J'ai fait des gestes d'ouverture, et beaucoup de ceux qui ne me soutenaient pas hier travaillent à mes côtés. Alors, j'entends encore des ministres déclarer attendre des "*preuves d'amour*". Qu'est-ce que ça veut dire ? On demanderait à un candidat à la présidentielle de s'adresser moins aux Français et plus aux ministres ? Ce n'est pas à la hauteur d'une élection où le FN menace de faire main basse sur la République.

Vous avez du mal à être audible dans cette campagne. Est-ce pourquoi vous changez de stratégie en présentant, la semaine prochaine, votre programme global ?

Nous avons perdu du temps et de l'attention médiatique pendant l'affaire Fillon. Nous devons donc nous faire entendre fortement. Pour le reste, s'il n'est pas question d'abandonner les idées que j'ai défendues pendant la primaire, je vais enrichir encore mon projet. Jusqu'ici j'ai parlé aux Français d'un futur désirable. Je vais leur démontrer que c'est aussi un futur possible.

Propos recueillis par Bastien Bonnefous et Solenn de Royer